

Chers camarades,

Désigné volontaire par le bureau de notre section, j'ai eu la lourde tâche de rédiger le traditionnel rapport politique, tâche difficile en ce sens que, depuis la dernière fois que nous nous sommes réunis, le nombre de sujets à aborder, le travail réalisé malgré un environnement sanitaire peu propice au militantisme actif et l'ampleur du travail restant à faire est impressionnant.

En préambule je voudrais citer cette phrase de Marx dans le Manifeste du Parti communiste :

"Le communisme n'est pour nous, ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes".

Résumons donc l'existant ; une gauche en perdition, une crise sanitaire, une deuxième, puis une troisième vague, une crise économique qui ne veut pas se l'avouer, l'attaque continue et la destruction systématique de nos acquis sociaux , les élections départementales, les élections régionales, la présidentielle, le taux d'abstention record, l'échec relatif du RN, le glissement inéluctable d'une partie de la droite dite républicaine vers une droite extrême ; les recompositions politiques en cours à gauche comme à droite, autant de sujets qui méritent analyses, confrontations d'idées et mises en perspectives.

J'avoue qu'un peu arbitrairement j'ai écarté de cette liste les thématiques liées à la pertinence d'une candidature d' Eric Zemmour à la présidentielle , l'interdiction du burkini et des danses traditionnelles nord-africaines lors de mariages ou encore la portée politique de l'avis éclairé de notre président sur l'indécence du nombril des collégiennes et puisque le Parti communiste reste historiquement un parti engagé dans les batailles électorales, j'aborderai plutôt l'épisode électoral qui vient de se terminer.

Reconnaissons tout d'abord que tout aura été fait par le pouvoir, pour minimiser l'importance de ces scrutins régionaux et départementaux, dégrader leur organisation et les dénaturer en s'en servant en particulier lors des régionales, comme d'un accélérateur de la recomposition politique.

La profusion des listes, la complexité et la diversité des modes de scrutin, le découpage des cantons, en total décalage avec l'espace de vie des citoyens, ont ajouté à la confusion ambiante, et ont été propices à la démobilisation. Avec pour résultats qu'au premier comme au second tour ces scrutins dans notre département comme partout en France ont été marqués par une abstention historique.

Dans la continuité de celui des municipales, ce fort taux d'abstention doit nous interroger. La crise sanitaire, le peu d'informations des électeurs sur les conditions d'organisations et les enjeux de cette élection ne sauraient cacher le manque de confiance qu'ont aujourd'hui une large majorité de citoyens envers le fonctionnement de nos institutions.

Du côté des régionales les tergiversations du pôle écologiste (égo-logiste pourrait-on dire) l'éviction de la F.I , ont mis à mal la notion même de rassemblement telle qu'elle était espérée peut être un peu naïvement par le collectif « Il est encore temps » .

Côté résultats, malgré la douloureuse perte du Val-de-Marne, bastion communiste historique, des cantons ont été reconquis parfois face à des conseillers départementaux sortants RN , et le Parti compte aujourd'hui 33 élus régionaux de plus qu'en 2015.

Ces élu·e·s, qu'ils le soient au sein de majorités de gauche, ou d'oppositions dans les départements et régions remportées par la droite seront autant de points d'appui pour résister aux attaques du pouvoir et de la droite, et pour mettre en œuvre des politiques qui répondent aux aspirations des populations, des familles populaires et des salarié·e·s, partout en France.

Bien que n'ayant atteint aucun des objectifs ambitieux que lui prêtaient les sondeurs, l'extrême droite continue d'imposer ses thèmes de prédilection avec la complicité des

médias et la bénédiction de Macron qui voit dans la présence de Marine le Pen au second tour, le moyen le plus efficace pour parvenir à effectuer un deuxième mandat. S'il ne faut en aucun cas sous-estimer la dangerosité des idées véhiculées par le RN, il nous faut bien reconnaître que la stratégie du "barrage" ou du front républicain semble dépassée et participe à l'effacement d'une gauche progressiste incapable de se démarquer et tout autant incapable de mobiliser un électorat largement échaudé par les dérives libérales de ces dernières années : *« le résultat étant couru d'avance, pour les électeurs et électrices de gauche , à quoi bon se déplacer si c'est pour comme chaque fois par esprit républicain, s'effacer au second tour ».*

Depuis 6 ans le conseil régional PACA ne comprenait aucun élu de gauche et il en sera de même pour les 6 prochaines années, il sera dirigé par la droite, sans réelle contestation de la part de l'opposition d'extrême droite. Il faut reconnaître que le front républicain bien souvent à sens unique se fait surtout aux dépens de l'espoir aussi minime soit-il, d'un changement de société.

Dans notre département l'union présentée comme « historique » qui s'était conclue par un accord entre 9 partis et organisations dans 16 cantons sur 17 a très vite été mise à mal par le soutien de la maire d'Avignon à deux binômes présentés face aux candidatures d'union avec pour conséquence l'élimination au second tour de notre camarade Patricia Tejas sur le canton 2 d'Avignon, qui paraissait pourtant gagnable pour ce binôme PCF-FI. S'ils ont parfois peine à mobiliser les militants, les candidats communistes du département n'ont en tout cas pas à rougir de leurs scores.

La trahison d'Anthony Zilio en faveur de la candidate LR lors de l'élection du président du département, si elle n'étonne pas les communistes qui l'avaient vu à l'œuvre lors des dernières élections municipales à Bollène, met un point final à l'espoir de faire basculer le département à gauche, mais vient à point nommé nous rappeler que les soi-disant « sans étiquette » font bien trop souvent le choix de la droite. Le Medef et la Finance ne peuvent que se réjouir, ce sont eux qui sortent renforcés dès lors qu'une pensée politique se résume à « ni de gauche ni de droite ».

Pour les habitants de Paca, et donc ceux de Vaucluse, le risque est grand de voir reculer les services publics, l'emploi et la formation professionnelle, les politiques sociales et écologiques, d'éducation et de culture, la vie des associations.

En 2018, lors de leur dernier congrès, les communistes ont choisi de relever la tête et d'oser affronter la difficile bataille des idées. Cette bataille devra se mener sans aucun esprit de compétition à gauche, nous voulons apporter des idées neuves pour remobiliser, conforter les luttes sociales en ouvrant de nouvelles perspectives.

C'est en partie l'objectif poursuivi par la section Calvetti lorsqu'elle décide de présenter une liste sur le canton de Pernes.

Bruno Verdi, Myriam Macaire, Manon Benavent, Olivier Safon, ainsi que tous les camarades qui les ont accompagnés sur le terrain, ont su s'investir pleinement dans une campagne intense et malgré le silence des médias, ne partant de presque rien ils sont parvenus à rassembler plus de 11 % des votes (11,4%), dépassant même le conseiller sortant dans les bureaux de vote de Pernes.

Ce résultat mérité c'est le reflet d'une volonté, celle de représenter une vraie gauche intègre, réaliste, pragmatique, à l'écoute de la population et refusant le repli, la division, le découragement prêchés par tant d'autres.

Si nous voulons reconstruire une organisation de masse et un rapport de force conséquent, il paraît indispensable de reconstruire sur cette base une véritable idéologie de la transformation sociale.

Est-il nécessaire de rappeler que si nous avons des points de convergence avec la F.I, le PS ou les verts, nous restons communistes, nos objectifs, nos orientations et axes de bataille, notre stratégie, nous sont propres et ne peuvent souffrir d'unions uniquement dictées par des visions à court terme. Il n'en reste pas moins qu'une perspective progressiste à la hauteur porteuse d'espérance reste à construire et en l'absence de celle-ci c'est à droite et à l'extrême droite que se cherchera une solution politique, marquée par la recherche d'un durcissement autoritaire des politiques du Capital.

